

France : les mots qui tuent l'action

Posté le : 23 mai 2016 17:49 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Attitudes, Economie et politique

On voit aujourd'hui se multiplier l'emploi de mots qui masquent, qui éludent, qui évitent, qui fuient. Face à nos difficultés extrêmes et récurrentes, voici les tenants de la « gouvernance », de la « méthode », de la « participation », de la « compliance » (un peu d'anglais ne nuit pas). Ces vocables baignent dans les adjectifs : compassionnel, bienveillant, consensuel.

Tout pour éviter l'emploi du mot DIRIGER.

Diriger, cela signifie avoir au moins une direction. L'objectif soit être identifié et qualifié. Les moyens d'arriver au but sont à préciser et à évaluer. Ils doivent être congruents avec l'objectif.

Diriger demande de réfléchir puis de mobiliser et d'agir fermement jusqu'au résultat.

Le général de Gaulle a dirigé le pays. Sur tout sujet, il faisait d'abord table rase. Puis se construisait à force de consultations et de réflexion, un diagnostic sur la situation courante, une réflexion sur celle qu'il faudrait viser et enfin une politique. Une politique commence par s'énoncer. Un dirigeant efficace construit, réunit et fonce. La parole est son arme. Mais il faut qu'elle soit chargée et que ceux qui doivent se mobiliser puissent y reconnaître une rationalité, une opportunité, et un espoir.

Personne ne souhaite se mobiliser en vain. Personne n'aime être contraint en vain.

Diriger contraint. En cas de guerre, la mort apparaît qui est la contrainte suprême. Pour atteindre l'objectif il va bien falloir engager le combat contre ceux qui n'acceptent ni l'objectif ni les moyens, ou qui, en politique, veulent simplement la place ou des places.

La France est le fruit de nombreux combats et dont elle porte encore maintes cicatrices. Elle porte en elle l'avenir de nombreux sacrifices qui l'ont faite telle que les Français voulurent qu'elle soit.

En économie, diriger, c'est comprendre et prévoir. Si on ne comprend rien, on ne peut rien faire. Où en est, en France, le diagnostic de la crise terrible qui a frappé l'économie monde et par ricochet l'économie française ? Poser la question est y répondre : il n'y a pas de diagnostic public des causes de notre désastre économique national dont il est même recommandé de ne pas parler. « Si on parlait moins de crise, il n'y aurait pas de crise » répète inlassablement l'imbécile. Il n'y a pas de prévision. Où veut-on être dans 5 ans, dans dix ans et quels sont les obstacles à vaincre pour y parvenir ? Pas un mot. Non pas qu'on n'annonce pas le paradis sur terre pour le lendemain des élections. Mais quelles prises en compte réelles des tendances lourdes, des risques latents, des échéances probables ?

Nicolas Sarkozy annonce en 2007 que la confiance retrouvée permettra un accroissement formidable de la croissance et ne voit pas venir une crise majeure parfaitement évidente pour qui regarde.

François Hollande nie la crise en 2011 et explique que si cela va mal, c'est à cause de son adversaire. Qu'il soit chassé, il se charge de « ré-enchanter la France ». Avec les résultats que l'on voit.

La droite annonce qu'elle va être formidablement volontaire, mais entend ignorer qu'en 74, les bonnes intentions de Giscard, Chirac et Barre ont été balayées par une crise venue d'ailleurs, que celles de Balladur puis Chirac et Juppé, le seront par la crise de 93, que Chirac, Raffarin et Villepin seront rattrapés par la crise de 2001-2002 et que Sarkozy et Fillon verront leurs espoirs anéantis par

une nouveau tsunami. La tradition du cycle veut qu'une crise internationale balaie le monde tous les huit-dix ans, avec une alternance de récessions fortes et de retours de flamme plus mous. On risque donc en 2017 et 2018 un retournement de ce genre. Qui le dit. Qui même y pense ?

Les socialistes, minoritaires dans le pays, ne parviennent au pouvoir que sur les décombres d'une crise décennale. Ils se pensent aussitôt autorisé à imposer un complément de régime socialiste basé sur la méfiance, la contrainte, la dépense publique et les impôts. Ils aggravent systématiquement les effets de la crise et la rende inextricable. Le résultat est toujours délétère.

La France ne se remettra jamais du « programme commun de la gauche » : le revenu par tête des Français rattrapait depuis la guerre celui des Américains. Terminé depuis 1981 !

La France avait retrouvé ses grands équilibres commerciaux. Jospin étouffe la compétitivité française qui repasse dans les déficits permanents en matière de commerce international au début de ce siècle, grâce à un jeu de mesures typiquement trotskiste (étouffement des relations du travail, réduction massive du temps de travail).

La France, étrillée par la crise de 2008, aurait du retrouver une marche normale cinq ans après les mesures d'urgence. A force d'impôts spoliateurs et d'injures haineuses, suivies d'un virage à 180%, mais tellement en dérapage que les roues n'accrochent pas la route, la situation est pire que jamais.

Cette alternance de crises globales et d'aggravations socialistes a ruiné la France dans les quarante dernières années.

Il faut aujourd'hui mobiliser contre les causes des crises globales en proposant les bonnes solutions et en définissant les moyens d'aboutir aux révisions nécessaires. Le silence est de plomb.

Le socialisme doit être éliminé des perspectives électorales normales, qui ne devraient rien d'une doctrine qui n'a partout que provoqué crime et ruines dans ses versions génocidaires et appauvrissement et chômage dans ses versions basées sur la seule violence règlementaire et fiscale. Il ne faut plus laisser croire à qui que ce soit que sa situation dépendra du vol du travail et de l'épargne d'autrui. Les situations individuelles ne peuvent et ne doivent s'améliorer qu'à concurrence de la participation active à la prospérité générale.

La clé de l'avenir n'est pas dans « la gouvernance », « la participation », le « consensus », la « bienveillance », la « compassion », « la compliance », « le juridisme », « la norme », « la soumission au rapport de force », dans « le rêve général ».

Il est dans l'exercice du pouvoir par des DIRIGEANTS qui auront le courage d'expliquer les causes réelles des difficultés en cours, qui proposeront des solutions cohérentes et complètes en vue de les juguler et qui sauront définir un objectif clair à atteindre autour duquel le pays tout entier peut se mobiliser.

Bien sûr, avoir une politique effective est un exercice exigeant. Il faut comprendre. Il faut expliquer. Il faut rassembler. Il faut concentrer des énergies et des moyens vers un but et de nombreux objectifs intermédiaires en général difficiles à atteindre. C'est exigeant.

Tout le reste est postures ou impostures et la ruine définitive du pays à court terme. Nous sommes à deux doigts de la situation grecque de chaos politique, économique et social.

L'heure tourne.